



Le Palmarès 2004 des villes romandes

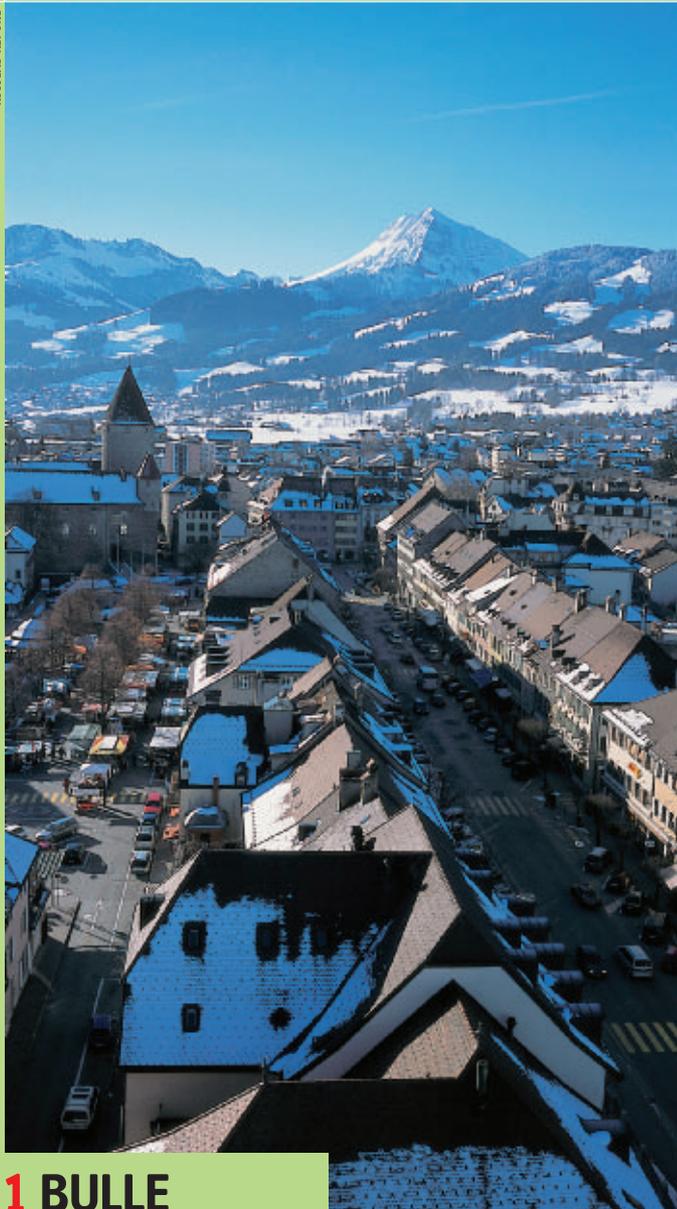
SOMMAIRE

Ces cités où il fait bon vivre	II
Comment scanner les villes	IV
Bulle, gagnante toutes catégories	VI
A Nyon, la palme du dynamisme économique	VIII
Neuchâtel, éden social et culturel	X
Delémont, cité engagée et engageante	XII
«Le poids des villes s'accroît.» Interview	XIV

70% de la population suisse réside dans les villes et pourtant celles-ci restent de grandes inconnues. Fédéralisme oblige, les comparaisons se font d'abord, pour l'essentiel, à l'échelle intercantonale. Plus grave, les données qui permettraient de tirer des parallèles entre les différentes agglomérations restent rares, lacunaires et peu utilisées. Voilà pourquoi «L'Hebdo» a approché l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne, afin de réaliser en commun ce premier Palmarès IDHEAP/«L'Hebdo». Un instrument qui permettra des comparaisons intervilles, non seulement parmi les cités romandes, mais encore par rapport à quelques villes-tests alémaniques et tessinoises. Démarche qui devrait accompagner le «coming-out» des cités du pays, qui prennent progressivement conscience de leur poids politique. Et qui vont certainement mieux le faire valoir dans les années qui viennent.

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR JOCELYN ROCHAT
AVEC JEAN-PHILIPPE BUCHS,
PIERRE-ALEXANDRE JOYE ET PAUL ACKERMANN

NICOLAS REPOIND



1 BULLE

HÉLÈNE TOBLER



2 NYON

Ces romandes où il fait bon vivre

PALMARÈS Notre enquête consacre finalement Bulle, qui précède Nyon d'une courte tête, et Pully. Mais les métropoles alémaniques squattent le haut du classement.

La ville romande où il fait bon vivre, ce serait Bulle? Avouons-le tout net, le nom du vainqueur de ce Palmarès 2004 IDHEAP/L'Hebdo a provoqué des réactions interloquées chez les privilégiés mis dans la confiance. Ne serait-ce que parce que l'on associe le concept de «qualité de vie» à une architecture particulière. Et parce que l'on y ajoute volon-

tiers des exigences socioculturelles, domaine où Bulle connaît son plus mauvais classement.

Ces réserves faites, il ne reste plus qu'à admettre que nous sous-estimons les attraits de la ville fribourgeoise. Laquelle triomphe dans deux de nos classements intermédiaires («Conditions de vie et environnement», «Politique,

institutions et administration») et se hisse sur le podium du «Dynamisme économique et emploi» (3^e).

Dans le détail, son bilan migratoire inégalé en Suisse (+24% en une décennie) nous prouve l'attrait de la population pour la capitale grüerienne. Et pour cause. Bulle construit des logements pour accueillir ces nouveaux venus,

prélève des impôts acceptables, connaît un taux de chômage au-dessous de la moyenne et compte un nombre remarquable de familles dans sa population.

La deuxième place de Nyon suscitera moins d'étonnement. La vaudoise profite de sa proximité avec Genève pour remporter la palme du «Dynamisme écono-



3 PULLY

mique et emploi» et multiplier les places d'honneur. La rente de situation a-t-elle incité les habitants à se désintéresser des affaires de leur cité? Quoi qu'il en soit, leur propension à boudier les urnes coûte aux Nyonnais le titre virtuel de «ville romande où il fait bon vivre».

Enfin, Pully, discrètement troisième de notre Palmarès, reçoit la palme de la régularité. Jamais première mais toujours bien placée, cette banlieusarde chic de Lausanne remporte ainsi la médaille de bronze.

S'il devait y avoir une ombre au triomphe de Bul-

le, elle nous viendrait du nord du pays. Puisque deux cités alémaniques choisies comme villes-tests ont réussi à précéder l'agglomération grüérienne dans notre classement final.

A noter, enfin, les classements médiocres de Genève et Lausanne, qui terminent à la traîne comparativement aux métropoles alémaniques. Non pas que ce classement prêterite les grandes (Bâle, Berne et Zurich tirent leur épingle du jeu), mais parce que les indicateurs permettant de comparer les villes sont surtout économiques, ce qui avantage les cités du nord du pays l

CLASSEMENT GÉNÉRAL*

Rang	Ville	Total	Environnement	Economie	Politique	Social et culture
**	Zoug	93	23	23	21	26
**	Zurich	88	20	23	19	26
1	Bulle	86	23	23	22	18
2	Nyon	85	21	24	21	19
**	Lucerne	83	17	18	21	27
3	Pully	82	20	21	22	19
**	Berne	80	20	16	17	27
4	La Neuveville	77.5	21	20	20.5	16
**	Lugano	77	18	17	20	22
5	Sion	76	20	19	20	17
**	Olten	76	18	15	20	23
6	Neuchâtel	76	18	11	18	29
**	Soleure	76	17	16	24	19
7	Fribourg	74	19	19	16	20
8	Monthey	72	19	20	20	13
**	Bâle	71	21	12	20	18
**	Bellinzone	70	19	17	16	18
9	La Tour-de-Peilz	70	16	20	19	15
10	Bienne	70	18	14	16	22
11	Morges	70	18	16	20	16
12	Le Locle	69	20	12	16	21
13	Vevey	69	16	19	18	16
14	Sierre	68	20	19	16	13
15	La Chaux-de-Fonds	67	19	10	14	24
16	Delémont	66	19	10	22	15
17	Montreux	66	13	19	19	15
18	Moutier	65.5	16	12	18.5	19
19	Lausanne	64	18	12	15	19
20	Genève	64	16	18	14	16
21	Martigny	63	17	16	20	10
22	Carouge	61	12	22	15	12
23	Payerne	59.5	13	15	19.5	12
24	Yverdon	59	14	15	15	15
25	Thônex	59	15	24	9	11
26	Peseux	58.5	14	17	15.5	12
27	Lancy	58	14	20	10	14
28	Meyrin	57	16	18	8	15
29	Onex	56	15	20	10	11
30	Prilly	55	13	12	16	14
31	Versoix	54	17	17	12	8
32	Renens	52	13	13	13	13
33	Vernier	45	15	11	7	12

* Ce classement tient compte de toutes les villes romandes de plus de 10 000 habitants, plus quatre cités de plus petite taille, soit La Neuveville (Jura bernois), Moutier (Jura bernois), Payerne (VD) et Peseux (NE), qui ont été choisies pour assurer la représentation des différentes régions.

** Pour permettre la comparaison à l'échelle nationale, sept villes-tests alémaniques (Bâle, Berne, Lucerne, Olten, Soleure, Zoug, Zurich) et deux tessinoises (Lugano et Bellinzone) ont été évaluées avec les 33 romandes. Elles figurent à leur juste place dans les tabelles, mais n'ont pas reçu de classement.

Source: IDHEAP/BADAC (Base de données des villes et des cantons)

Comment scanner les villes

MÉTHODOLOGIE Pour cette première enquête sur les villes romandes IDHEAP/«L'Hebdo», 42 cités ont été évaluées en fonction de 20 critères, regroupés en quatre classements spécifiques.

Quelles sont les villes romandes où il fait bon vivre? Celles qui comptent le plus grand nombre de théâtres, les plus ensoleillées, celles dont l'architecture est la plus remarquable ou les cités qui restent dans les mémoires pour leurs terrasses de bistrot bien orientées? La réponse idéale devrait évidemment tenir compte de ce genre d'arguments. Mais pour l'heure, il est très difficile d'obtenir ces données sans un investissement en temps et en argent très conséquent.

Voilà pourquoi cette première enquête sur les villes romandes IDHEAP/L'Hebdo a été fondée sur d'autres paramètres. «Ce classement a été réalisé en se fondant uniquement sur des sources existantes, publiques et gratuites, explique l'historien, économiste et statisticien Christophe Koller. Parmi ces sources, nous avons encore privilégié les plus complètes, parce qu'elles permettaient la comparaison. Les indicateurs statistiques publiés relatifs aux villes suisses étant malheureusement peu nombreux, nous avons eu principalement recours aux statistiques de l'Union des villes suisses 2002 et à celles de l'Office fédéral de la statistique 2001-2002.»

Concrètement, l'enquête a porté sur toutes les villes romandes de plus de 10 000 habitants, une palette élargie à plusieurs cités-tests alémaniques et tessinoises pour offrir une mise en perspective nationale. Au niveau de la méthode,

cet échantillon total de 42 villes suisses a été évalué en fonction de 20 critères, regroupés en quatre dimensions intitulées «Conditions de vie et environnement», «Dynamisme économique et emploi», «Prestations sociales et culturelles» et «Participation politique et administration publique».

«Pour chaque dimension, nous avons retenu cinq indicateurs, poursuit le statisticien de l'IDHEAP. Nous avons ensuite attribué à chaque critère des notes variant de 1 (la moins bonne position) à 6 (la meilleure). Les villes ont ensuite été classées dans l'ordre décroissant du total des points obtenus (les cités ayant un nombre de points identique ont été départagées par la médiane du total des points accumulés pour une dimension).»

Dans le détail, l'offre des villes en matière de «Conditions de vie et environnement» a été notamment déterminée par une comparaison de la densité de la population. Partant de l'idée que «plus il y a d'habitants au mètre carré et plus cet entassement est préjudiciable à la qualité de vie». Par ailleurs, la part du territoire communal constituée d'espaces verts et de lieux de détente connote positivement les différentes cités, de même que les dépenses consenties en matière d'environnement. Les villes qui comptent la plus grande proportion de familles nombreuses ont également reçu de bonnes notes, puisque cela laisse ima-

giner que la cité est facile à vivre et que les charges y sont supportables. Enfin, la richesse de la commune a été mesurée par l'intermédiaire des montants d'imposition par habitant.

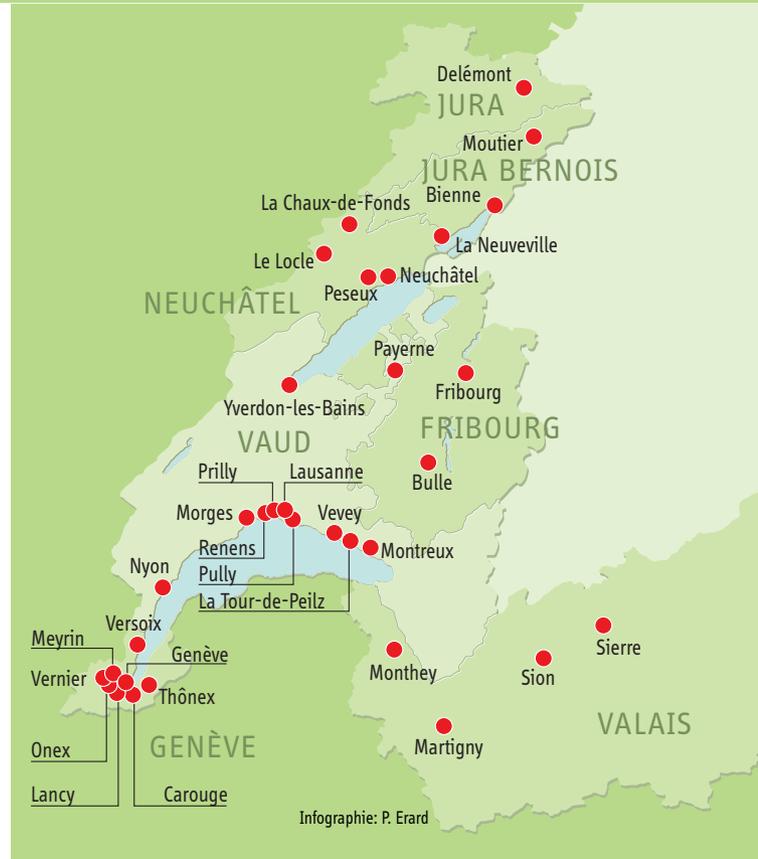
Deuxième domaine d'évaluation, le «Dynamisme économique et emploi» a été notamment calculé en établissant le bilan migratoire des différentes cités entre 1991 et 2001. Une forte immigration se traduisant par une bonne note. Là encore, une donnée fiscale apparaît dans le classement. Elle porte cette fois sur un cas typique: le couple marié exerçant une activité lucrative indépendante, avec deux enfants et un revenu de 90 000 francs en 2001. Ont encore été pris en compte les logements en construction, le taux de chômage en 2001 et la proportion de salariés du secteur tertiaire, en préjugant que ce type d'activité est moins pénible que les autres.

Le troisième domaine d'évaluation était socioculturel et portait sur un ensemble intitulé «Prestations sociales et

culturelles (santé, formation, culture)». Caractéristique de cette rubrique, elle se fonde surtout sur les dépenses des villes dans ces secteurs. Bien sûr, cela ne rend pas compte du nombre de cinémas ou de la présence éventuelle d'un hôpital universitaire, mais cela permet de comparer les efforts des différentes administrations dans les domaines qui nous intéressaient.

Enfin, l'évaluation inter-cités est basée sur un dernier domaine intitulé «Participation politique et administration publique». Cette rubrique doit permettre d'identifier la présence de l'administration et la participation des habitants aux affaires de la cité. Ici, les indicateurs ont été choisis sur la base du postulat suivant: «Plus les gens sont intégrés et plus ils participent à leur devenir.» Cette rubrique nous permet aussi de désigner la ville «où il fait bon faire de la politique». IJR

Davantage de détails sur les résultats et la méthodologie à l'adresse: www.badac.ch/FR/tableaux/villes/index.html



1. CONDITIONS DE VIE ET ENVIRONNEMENT*

Rang	Ville	Densité de population	Dépenses environnement	Espaces verts	Ménages	Richesse	Total
1	Bulle	5	5	3	6	4	23
**	Zoug	4	5	3	5	6	23
**	Bâle	1	6	6	2	6	21
2	La Neuveville	6	5	1	4	5	21
3	Nyon	2	5	5	4	5	21
**	Zurich	1	6	6	1	6	20
**	Berne	2	6	5	1	6	20
4	Sierre	5	3	5	5	2	20
5	Le Locle	6	4	2	3	5	20
6	Pully	1	4	5	4	6	20
7	Sion	4	4	4	6	2	20
8	La Chaux-de-Fonds	5	5	1	3	5	19
9	Delémont	6	2	1	5	5	19
**	Bellinzone	5	4	4	4	2	19
10	Fribourg	1	6	6	2	4	19
11	Monthey	6	2	2	5	4	19
12	Lausanne	1	5	6	1	5	18
13	Bienne	2	4	5	2	5	18
**	Lugano	2	5	4	1	6	18
14	Morges	1	4	6	3	4	18
15	Neuchâtel	2	4	4	2	6	18
**	Olten	3	3	5	2	5	18
16	Versoix	4	2	4	6	1	17
**	Lucerne	1	2	6	2	6	17
17	Martigny	6	2	2	5	2	17
**	Soleure	2	2	6	2	5	17
18	Genève	1	3	6	1	5	16
19	Meyrin	2	1	4	6	3	16
20	La Tour-de-Peilz	1	1	5	3	6	16
21	Moutier	6	2	1	5	2	16
22	Vevey	1	2	6	1	6	16
23	Thônex	1	2	5	6	1	15
24	Onex	1	1	6	6	1	15
25	Vernier	1	1	6	6	1	15
26	Peseux	3	3	2	4	2	14
27	Yverdon	2	1	6	3	2	14
28	Lancy	1	1	5	6	1	14
29	Montreux	5	2	1	1	4	13
30	Payerne	6	1	2	3	1	13
31	Prilly	1	1	6	2	3	13
32	Renens	1	1	6	3	2	13
33	Carouge	1	1	6	3	1	12

* LISTE DES INDICATEURS RETENUS

Densité de la population (habitants/ha), dépenses pour l'environnement (francs par habitant), espaces verts et lieux de détente (% de la surface totale), taille du ménage (nombre de personnes par logement), niveau de richesse des habitants (francs par habitant et par an pour les impôts).

Source: IDHEAP/BADAC (Base de données des villes et des cantons)

NICOLAS REPOND



BULLE Le château sous la neige, avec la statue de Pierre-Nicolas Chenaux, le o

Bulle, gagnante toutes catégories

LYOBA La cité gruérienne arrive en tête du classement général et des classements «Conditions de vie et environnement» ainsi que «Participation politique et administration publique».

Lorsque le soleil se couche à l'horizon, la chaîne des Vanils enneigés se teinte de rose alors que le Moléson disparaît déjà dans le crépuscule. Depuis les rues de Bulle, le spectacle fascine même les plus blasés. Entouré par les Préalpes, le chef-lieu de la Gruyère jouit d'un cadre de vie exceptionnel. A un quart d'heure à pied du centre, l'envoûtante forêt de Bouleyres – le poumon de la ville – attire, tous les jours, promeneurs et joggeurs.

Au cours de ces dernières années, l'ancienne possession de l'Evêque de Lausanne a ainsi surfé sur une croissance époustouflante. En 1990, Bulle ne comptait que 8800 habitants. Mais en 2003, elle en dénombrait quelque 12 000. Soit une hausse de la population de 36% en un peu plus d'une décennie. Un exploit que peu de communes helvétiques ont réalisé sur une période aus-

si brève. «L'augmentation du nombre d'habitants n'est pas un but en soi. Notre objectif est de leur permettre de vivre le mieux possible», affirme le syndic et conseiller national radical Jean-Paul Glasson dont le parti domine l'exécutif avec quatre élus sur neuf. Autant dire que rien ne se réalise dans la cité sans leur bénédiction.

L'APPORT DE L'A12 L'ouverture de l'autoroute en 1981 a joué un rôle déterminant dans le développement de Bulle, désormais située à une heure de l'aéroport de Genève et à 45 minutes de Berne. Sans elle, le chef-lieu aurait périclité et la Gruyère serait devenue une réserve d'Indiens. C'est notamment en raison de l'arrivée de cette nouvelle voie de communication entre le nord et le sud de l'Europe que le groupe allemand Liebherr a décidé, c'était en 1978, d'y transférer ses quartiers généraux.



Défenseur des petites gens qui symbolise encore aujourd'hui le caractère frondeur des Gruériens.

Pour la première fois, une grande multinationale décidait de s'implanter dans la région. Fuyant l'Allemagne terrorisée par la Fraction Armée rouge, la famille Liebherr a été très vite séduite par les atouts de Bulle: terrain bon marché, entrée d'autoroute, ouverture des autorités à l'égard des entreprises, sans oublier l'exonération fiscale octroyée par la commune pour une durée de dix ans.

«Aujourd'hui encore, nous ne sommes pas chiches pour accorder cette faveur», reconnaît bien volontiers Jean-Paul Glasson. Avec l'A12 et Liebherr, Bulle s'est alors lancée à l'assaut d'une nouvelle frontière. L'objectif: créer des emplois non seulement pour permettre aux Gruériens de travailler dans leur région, mais aussi pour favoriser le retour de ceux qui avaient «émigré». Incapable d'offrir suffisamment de jobs à sa jeunesse, la région a exporté sa main-d'œuvre vers d'autres cantons suisses jusque dans les années 70. Aujourd'hui, Bulle crée des emplois qui se concentrent plus qu'ailleurs dans le secondaire (41%) et moins que dans certaines villes dans le tertiaire (57%).

LA CULTURE AUSSI Pour prendre enfin le chemin du développement, la commune mène donc une politique volontariste. Au fil des ans, Bulle a remporté de nombreux succès dont elle n'est

pas peu fière. Ainsi, elle a réussi à convaincre les dirigeants de ce qui s'appelait encore les PTT de créer sur son territoire un centre de traitement régional des comptes de chèques. Ce qui a provoqué la colère des autres candidats romands qui ont accusé, avec raison, les autorités de pratiquer du dumping. Car la commune n'a pas hésité à construire elle-même le bâtiment puis à le louer à des conditions attractives.

Puis, au cours des années 90, Bulle a réussi le formidable pari d'attirer la prestigieuse Ecole hôtelière de Glion et le groupe pharmaceutique belge UCB. De nouvelles activités qui dopent aussi le commerce local. Avec la création d'Espace Gruyère, un centre d'exposition, et celle d'une salle omnisports dans les bâtiments du Collège du Sud (un atout pour former la jeunesse de la région), Bulle s'est dotée des infrastructures qui permettent d'attirer d'importantes manifestations.

Le développement économique, la principale carte de visite de la commune, ne doit pas occulter le dynamisme de toute une région dans le domaine de la culture. Le chef-lieu organise notamment les Francomanias, les Rencontres théâtrales et de multiples autres activités festives. Dès cet automne, la région disposera enfin d'une grande salle de spectacle

dans les nouveaux bâtiments du Cycle d'orientation à La Tour-de-Trême.

AVENIR SOURIANT D'après les critères retenus par la Confédération, la commune peut se présenter comme le moteur d'une véritable agglomération qui compte environ 20 000 habitants avec les villages de La Tour-de-Trême, Riaz et Vuadens. Mais pour bénéficier des avantages que lui conférerait ce nouveau statut, Bulle doit développer une véritable stratégie dans plusieurs domaines, notamment dans les transports urbains. Ce sera peut-être le cas lorsqu'elle aura fusionné avec La Tour-de-Trême (le verdict tombera cette année). Réunies sous la même bannière, les deux communes les plus peuplées du district représenteront ensemble 38% de la population de la Gruyère.

Un tel développement ne va pas sans poser quelques difficultés aux autorités locales. Outre l'augmentation de la circulation dont une partie sera absorbée par la future route de détournement et une capacité d'accueil insuffisante pour les enfants en bas âge, un sentiment d'insécurité commence, ici aussi, à émerger au sein de la population. Mais, en dépit de ces bémols et grâce à ses nombreux atouts, Bulle peut encore voir l'avenir avec le sourire. | JPB

LES TOPS, LES FLOPS

LES ALÉMANIQUES DOMINENT

Si Bulle arrive en tête (ex aequo avec Zoug) de ce classement intermédiaire départageant les villes selon les «Conditions de vie et environnement», la ville fribourgeoise se retrouve talonnée par les métropoles de Suisse allemande sélectionnées dans notre échantillon. Un résultat logique, compte tenu de la plus grande préoccupation généralement affichée par les Alémaniques en matière de gestion des problèmes écologiques. Dans le détail, on notera le résultat spectaculaire de La Neuveville et les places d'honneur des valaisannes Sierre et Sion, comme du Locle et de La Chaux-de-Fonds. En fin de classement, deux contre-performances méritent quelques mots. Si Montreux se retrouve aussi mal classée, la cité de la Riviera le doit à ses lacunes en matière de politique environnementale, au fait qu'elle compte un minimum de familles dans sa population et à son manque d'espaces verts que les quais n'ont pas suffi à compenser. Quant à Carouge, elle plonge au classement à cause de sa forte densité de population, de la faiblesse de sa politique environnementale et de sa situation fiscale difficile.

2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE ET EMPLOI*

Rang	Ville	Bilan migratoire	Charge fiscale	Logements en construction	Taux de chômage	Part du secteur tertiaire	Total
1	Nyon	6	3	5	4	6	24
2	Thônex	6	5	6	2	5	24
3	Bulle	6	3	6	6	2	23
**	Zoug	4	6	2	6	5	23
**	Zurich	3	5	4	5	6	23
4	Carouge	6	5	6	1	4	22
5	Pully	4	3	4	4	6	21
6	La Neuveville	5	2	5	6	2	20
7	Lancy	6	4	2	2	6	20
8	Monthey	5	4	6	4	1	20
9	Onex	5	4	3	2	6	20
10	La Tour-de-Peilz	3	3	5	3	6	20
11	Fribourg	2	3	5	4	5	19
12	Montreux	6	2	4	1	6	19
13	Sierre	4	4	3	5	3	19
14	Sion	5	4	4	1	5	19
15	Vevey	3	2	6	2	6	19
16	Genève	4	5	2	1	6	18
17	Meyrin	1	5	4	3	5	18
**	Lucerne	2	2	3	5	6	18
18	Peseux	5	1	3	4	4	17
19	Versoix	6	4	1	1	5	17
**	Bellinzone	1	6	2	2	6	17
**	Lugano	2	6	2	1	6	17
**	Soleure	2	1	4	5	4	16
20	Martigny	3	4	2	3	4	16
21	Morges	3	3	1	4	5	16
**	Berne	1	2	1	6	6	16
22	Yverdon	4	2	1	4	4	15
23	Payerne	3	2	2	3	5	15
**	Olten	1	2	1	6	5	15
24	Bienne	1	2	3	5	3	14
25	Renens	3	2	1	2	5	13
26	Lausanne	2	2	1	1	6	12
27	Moutier	2	2	1	6	1	12
28	Prilly	1	2	5	2	2	12
**	Bâle	1	1	1	5	4	12
29	Le Locle	1	1	3	6	1	12
30	Neuchâtel	2	1	1	3	4	11
31	Vernier	4	4	1	1	1	11
32	Delémont	1	1	2	3	3	10
33	La Chaux-de-Fonds	2	1	1	5	1	10

* LISTE DES INDICATEURS RETENUS

Bilan migratoire 1991-2001 (variation en %), charge fiscale pour personnes mariées avec deux enfants exerçant une activité dépendante et touchant un revenu de 90 000 francs par an (% du revenu brut du travail), nombre de logements en construction (pour 1000 habitants), taux de chômage en 2001 (%), part du secteur tertiaire (%).

Source: IDHEAP/BADAC (Base de données des villes et des cantons)

HÉLÈNE TOBLER



NYON Vue du lac de cette ville d'histoire, qui conserve de nombreux témoignages

Nyon, la palme du dynamisme économique

MÉTAMORPHOSE En trois décennies, l'ex-cité-dortoir est devenue une ville très vivante et dynamique.

C'est l'histoire d'une mue spectaculaire. Au début des années 1980, sept travailleurs sur dix habitants actifs de Nyon partaient travailler à Genève. Mais aujourd'hui, l'équilibre est quasiment rétabli entre les deux cités voisines. Tout cela grâce à la politique de «mixité d'affectation» décidée dès 1982 par le syndic Hans Michel, afin de transformer sa cité-dortoir en agglomération où les habitants trouveraient du travail sur place. Dans le détail, cela s'est traduit par des décisions municipales limitant la spéculation immobilière et favorisant la cohabitation dans les quartiers entre les logements, les petits commerces et les bâtiments destinés aux PME. Pour permettre à la vie de s'organiser.

Cette vision trouve aujourd'hui une forme de consécration, puisque Nyon arrive en tête – ex aequo avec

Thônex – de notre classement intermédiaire du «Dynamisme économique et emploi», et qu'elle termine sur le podium des villes romandes où il fait bon vivre. Parce qu'elle bénéficie encore d'une charge fiscale supportable, d'un taux de chômage plus faible que la moyenne, de nombreux logements en construction et qu'elle accueille un pourcentage élevé de travailleurs dans le tertiaire.

Détail qui compte: le bilan migratoire de Nyon lui vaut ses meilleures notes. Un résultat flatteur que le chef du Service de l'urbanisme Espero Berta reverrait encore à la hausse, s'il le pouvait. «Ce chiffre ne tient pas compte des frontaliers. C'est d'ailleurs un vieux sujet de litige entre les cités du bout du lac et les auteurs du recensement fédéral qui ne prennent en compte que la population résidant en Suisse. A Nyon, par exemple, nous pourrions enco-



ges de ses époques romaine et savoyarde.

re revendiquer 970 frontaliers qui travaillaient ici à l'époque du dernier recensement.»

L'EFFET HIGH-TECH Ces chiffres permettent au syndic socialiste Alain-Valéry Poitry de paviser. «Aujourd'hui, Nyon connaît des flux de population comparables à ceux de Genève et de Lausanne, avec beaucoup de mouvements et de dynamisme.» Plus précisément, ce sont 6100 personnes qui viennent de l'extérieur pour travailler à Nyon (dont 674 Genevois), alors que 4747 Nyonnais sortent de la ville (dont 2633 pour Genève).

«Nyon joue désormais un rôle de pôle régional qui intéresse des gens de tout le bassin lémanique», ajoute Espero Berta. Ce qui les attire? Le premier critère tient à l'importance des moyens de transport à disposition. «La proximité de l'aéroport, celle du chemin de fer qui arrive au centre de la ville et le voisinage avec Genève et Lausanne sont des arguments importants», répond Alain-Valéry Poitry.

Les autres atouts peuvent être résumés en une série d'effets. L'effet high-tech pour commencer. Parmi les entreprises installées dans la commune, bon nombre de PME apportent une forte valeur ajoutée comme les montres Hublot, Mecanex (industrie spatiale), Electro Medical System (dentisterie, prophylaxie

dentaire), Socar (homologation de médicaments) voire Novartis, qui a placé une antenne à la frontière de la cité. Nombre d'entre elles ont été attirées par la proximité des universités lémaniques et de l'EPFL. Sans oublier les conditions d'accueil particulières: «Nous avons surtout des PME qui trouvent à Nyon leur propre bâtiment avec pignon sur rue, alors qu'elles devraient partager un immeuble avec plusieurs autres sociétés si elles étaient établies à Lausanne où Genève», commente Espero Berta.

CULTURE ET FOOTBALL Le deuxième effet positif tient à une série de prestigieux ambassadeurs comme le Festival Paléo ou le Festival du film documentaire Visions du réel. Et surtout l'UEFA, pour Union Européenne de Football Amateur, cette association sportive internationale la plus riche qui a son siège à Nyon et qui contribue au rayonnement de la cité. Sans oublier d'assurer quelques bonnes affaires aux commerces, hôtels et restaurants de la cité.

Pour trouver une ride dans cette image paradisiaque, il faut évoquer l'absence d'un lieu de rencontres proposé à la jeunesse. «A Gland, qui est pourtant plus petite, il y a une salle de bowling et des billards. Ici, à part quelques bistrotts qui jouent le jeu, tout est hors de prix, déplore le syndic.

Quant aux salles de cinéma, elles sont bien moins nombreuses qu'à Genève. Alors les jeunes glandent.»

L'autre ride sur ce lac calme et ensoleillé concerne le logement. Bien sûr que Nyon construit à la pelle (cela lui vaut d'ailleurs une bonne note dans notre classement). Reste à savoir quels types d'habitations. «Il y a un gros, gros problème, assure Alain-Valéry Poitry. Nous avons beaucoup de logements en PPE, mais peu de locatifs. Nous manquons de ces appartements qui permettent aux gens de rester à Nyon à des prix abordables.»

Ville où il fait bon vivre, mais ville de riches? «J'irais plus loin, ajoute le syndic. J'aimerais éviter que Nyon devienne une station de ski. Un de ces endroits où l'on achète des PPE sans les habiter, ce qui fait monter les prix, pousse les gens à venir y travailler sans y rester, avec ce que cela suppose comme problèmes de circulation.» Cette perspective de «cauchemar» incite Alain-Valéry Poitry à insister sur la diversité des logements dans la cité. «Elle est nécessaire pour amener des entreprises à s'installer, pour faire venir des frontaliers et pour permettre aux gens de vivre ici.» Un appel apparemment entendu, puisque Espero Berta nous assure que les perspectives sont favorables pour les années 2004-2005. | JR

LES TOPS, LES FLOPS

THÔNEX, L'AUTRE VAINQUEUR

Il faut saluer l'excellent résultat de Thônex, qui termine ex aequo avec Nyon à la première place de ce classement intermédiaire déterminé selon le «Dynamisme économique et emploi». Plus largement, on remarquera que Genève (qui obtient ici son meilleur classement intermédiaire) justifie sa réputation de pôle économique en tirant vers le haut ses voisines de Carouge, Lancy et Onex. A l'inverse, Lausanne et sa banlieue (Renens, Prilly) connaissent ici un résultat globalement décevant, mais qui correspond à la grisaille économique ambiante.

Dans le bas du classement, la contre-performance des villes de l'arc jurassien s'explique partiellement par certains choix méthodologiques. En connotant de manière positive les emplois dans le secteur tertiaire, cette enquête a pénalisé les agglomérations qui connaissent un plus fort tissu industriel.

Enfin, et plus largement, on découvre que les villes tessinoises et alémaniques (à la notable exception de Zoug et Zurich) se retrouvent en deuxième partie de classement. Un revers particulièrement spectaculaire pour Bâle, plombée par son bilan migratoire, sa charge fiscale et l'absence de logements en construction. |

3. SANTÉ, FORMATION ET CULTURE*

Rang	Ville	Dépenses santé prévoyance	Dépenses culture et loisirs	Dépenses éducation	Elèves par classe	Part du secondaire II	Total
1	Neuchâtel	6	6	6	6	5	29
**	Berne	6	6	5	5	5	27
**	Lucerne	6	6	5	5	5	27
**	Zoug	3	6	6	6	5	26
**	Zurich	6	6	4	6	4	26
2	La Chaux-de-Fonds	6	5	5	6	2	24
**	Olten	6	4	4	4	5	23
**	Lugano	6	6	1	5	4	22
3	Bienne	6	5	3	4	4	22
4	Le Locle	3	4	5	6	3	21
5	Fribourg	4	3	3	5	5	20
6	Moutier	5	5	3	5	1	19
**	Soleure	2	6	5	1	5	19
7	Lausanne	3	6	2	4	4	19
8	Pully	3	5	4	5	2	19
9	Nyon	2	6	3	5	3	19
**	Bellinzone	1	1	5	6	5	18
**	Bâle	6	2	4	2	4	18
10	Bulle	5	4	5	1	3	18
11	Sion	2	5	2	3	5	17
12	La Neuveville	3	4	4	1	4	16
13	Genève	1	6	1	5	3	16
14	Morges	1	6	3	3	3	16
15	Vevey	2	5	2	4	3	16
16	Delémont	3	3	2	3	4	15
17	La Tour-de-Peilz	3	3	2	3	4	15
18	Yverdon	1	5	4	3	2	15
19	Montreux	1	6	1	5	2	15
20	Meyrin	1	6	1	6	1	15
21	Lancy	1	4	1	4	4	14
22	Prilly	2	5	3	3	1	14
23	Monthey	3	5	1	2	2	13
24	Renens	1	3	2	6	1	13
25	Sierre	1	4	1	5	2	13
26	Carouge	1	6	1	2	2	12
27	Payerne	1	2	5	2	2	12
28	Peseux	3	1	2	5	1	12
29	Vernier	1	4	1	5	1	12
30	Onex	1	4	1	4	1	11
31	Thônex	1	5	1	3	1	11
32	Martigny	1	4	1	1	3	10
33	Versois	1	2	1	3	1	8

* LISTE DES INDICATEURS RETENUS

Dépenses pour la culture et les loisirs (en francs par habitant), dépenses pour l'éducation (en francs par habitant), nombre d'élèves par classe, part du secondaire II (gymnases et écoles professionnelles) par rapport au total des élèves (%), dépenses pour la santé et la prévoyance sociale (en francs par habitant).

Source: IDHEAP/BADAC (Base de données des villes et des cantons)

JACQUES BÉLAT



NEUCHÂTEL Les quais ont retrouvé leur tranquillité après les flonflons de l'Expo.

Neuchâtel, éden social et culturel

BIEN VIVRE Santé, prévoyance sociale, école, théâtre, musique, aménagement d'espaces ludiques pour ados: l'ex-cité du roi de Prusse fait figure de modèle.

Terminer au premier rang dans le domaine de la santé, de la formation et de la culture: la performance ravit le conseiller communal (Solidarités-Verts-POP) Eric Augsburger, directeur des Affaires culturelles, de l'Instruction publique et des Services sociaux. «Nous faisons d'intenses efforts. Mais je ne m'attendais pas à un classement pareil!» Avis corroboré par son collègue à l'exécutif Didier Burkhalter (radical), directeur des Travaux publics, des Sports et de la Santé: «C'est vrai que la Ville offre de très bonnes prestations socioculturelles. Encore faut-il relativiser les chiffres.»

Ainsi, les dépenses sociales et de santé: pour 2002, les montants nets publiés par l'Hôtel de Ville sont respectivement de 579 francs et de 455 francs, soit 1034 francs au total. Selon notre enquête, ces mêmes

dépenses ont été de 5158 francs. Cet écart s'explique par une particularité, rarissime en Suisse. La Ville de Neuchâtel possède et gère les hôpitaux communaux – Cadolles et Pourtalès. Les pertes liées à l'exploitation et l'entretien de telles infrastructures alourdissent donc, en chiffres bruts, d'un facteur 5 le poste «Santé/Prévoyance sociale».

L'objectif, lui, demeure: c'est «le maintien de la grande qualité des soins et la maîtrise des coûts», selon Didier Burkhalter. Le prochain défi? La concrétisation d'un seul hôpital cantonal («Etablissement hospitalier multisites») après la fermeture des Cadolles, mais surtout l'ouverture du nouvel Hôpital de Pourtalès dont l'inauguration est prévue le 5.5.2005 à 5.05 pm... On n'est pas le chef-lieu d'un canton horloger pour rien.



Pour ce qui est du filet social, Eric Augsburger souligne que la Ville n'a guère de marge de manœuvre: aide sociale et prestations aux chômeurs sont réglées respectivement par le droit cantonal et fédéral. Quand Neuchâtel se distingue, c'est par un rôle de précurseur dans des domaines non obligatoires. Ainsi, avec trois crèches communales et celle des Cadolles, environ 200 places sont payées par la Ville; d'autres sont subventionnées.

Neuchâtel, éden social? Pour une ville de gauche, Eric Augsburger martèle qu'«il n'y a pas à rougir du bilan de ce qui est fait». Certes, rétorque son collègue Didier Burkhalter, mais de telles prestations ne sont possibles qu'à cause d'une fiscalité très lourde, oblitérant le dynamisme économique. A titre de semonce, une initiative radicale-libérale réclamant une baisse de 5% des impôts a d'ailleurs été acceptée l'an dernier.

PAROLE AUX JEUNES Pour l'instant, les prestations sociales à Neuchâtel dépassent souvent le minimum légal: planning familial bien doté – la loi fédérale n'oblige qu'à une consultation de grossesse –, coup de pouce aux rentiers AVS touchant la rente complémentaire. De plus, pour les 30% d'étrangers de 150 nationalités, la Ville offre gratuitement des cours de langue

à tout nouveau résident allophone. Enfin, certains espaces publics sont aménagés – en collaboration avec la police et les sports – et équipés (skateboard, foot et basket de rue) selon les desiderata des ados du quartier. Et ça marche: «Au Jardin de la Boine, c'est le vandalisme zéro!»

Vous avez dit jeunes? Neuchâtel obtient, avec une moyenne de 18,3 élèves par classe, le meilleur taux de Suisse après Le Locle. Quant à la part du secondaire II, elle est déjà élevée (55%); elle tend à monter encore, explique Eric Augsburger, car au déclin de la formation traditionnelle duale (apprentissage) correspond un intérêt accru pour les différents types de maturité professionnelle.

Intéresser les jeunes à la vie publique, c'est important, selon Eric Augsburger. «Nous subventionnons (ndlr: 60 000 francs) le Parlement et le Conseil des jeunes; j'y vais souvent pour sentir les attentes et les besoins.» Cette culture du dialogue porte ses fruits: le Conseil général (législatif) a accepté une modification des heures d'ouverture des restaurants, résultat d'un compromis entre autorités, restaurateurs et adolescents.

L'APPEL DU THÉÂTRE Sur le plan culturel, Neuchâtel peut s'enorgueillir d'un double succès durable. Happant près de la

moitié du budget culturel global (15 millions), le «Trio magique des musées» (Ethnographie, Histoire naturelle, Arts et histoire) draine, année après année, des dizaines de milliers de visiteurs. Second phénomène: le Théâtre du Passage géré par un syndicat intercommunal. Inauguré en 2000, il connaît un taux de fréquentation de 94% – avec une salle contenant 550 places. Subventionné à la hauteur d'un million par la Ville, le Passage offre entre trente et quarante spectacles annuels, qui vont de l'opéra au théâtre en passant par les spectacles pour enfants, la danse ou la revue (Cuche et Barbezat).

Pour le directeur Robert Bouvier, «le Passage est un outil magnifique et a créé un appel d'air pour toutes les formes de théâtre». Et si le public ne répond pas dans l'instant à l'audace ou à l'avant-garde? «Je suis très humble devant les demandes du public: mon rôle est un défi permanent. Surtout en matière de création.» Sur ce plan, *Lorenzaccio*, créé l'an dernier et repris cette année, est emblématique: le spectacle sera joué à Genève, puis à Paris.

«Ce qui m'importe, ce n'est pas de forcer le goût du public, conclut Robert Bouvier. Mais chaque personne qui abandonne, pour un soir, son poste de TV pour venir au théâtre, c'est un pari gagné.» | PAJ

LES TOPS, LES FLOPS

LE SUCCÈS DES VILLES HORLOGÈRES

Difficile de ne pas remarquer le tir groupé des villes allemandes et, dans une moindre mesure, des cités tessinoises qui se bousculent dans le haut de ce classement intermédiaire des agglomérations investissant dans le domaine socioculturel. Côté romand, les résultats sont tout aussi homogènes, puisque le triangle des villes horlogères vire en tête, avec les places d'honneur de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Bienne et du Locle. Autant de cités qui comptent un gouvernement à majorité socialiste, ce qui explique probablement ce résultat flatteur.

En bas de classement, on retrouve les cités satellites de Genève et, dans une moindre mesure, celles de Lausanne.

Ce résultat d'ensemble peut encore s'expliquer par le voisinage avec une grande agglomération qui a développé des infrastructures (cinémas, hôpital, etc.) largement utilisées par les cités satellites, quitte à susciter de temps à autre un coup de colère de la grande sœur.

A noter, enfin, le mauvais classement de Martigny que ses investissements culturels ne suffisent pas à tirer vers un rang plus honorable. |

4. POLITIQUE, INSTITUTIONS, ADMINISTRATION*

Rang	Ville	Instrument démocratie directe	Dép. administration générale	Taille parlement communal	Taux participation élections	Diversité partis Conseil exécutif	Total
**	Soleure	3	5	4	6	6	24
1	Bulle	3	5	5	5	4	22
2	Delémont	3	3	5	5	6	22
3	Pully	3	6	5	4	4	22
**	Lucerne	3	6	1	5	6	21
4	Nyon	3	6	5	1	6	21
**	Zoug	4	6	3	6	2	21
5	La Neuveville	3	4	6	3.5	4	20.5
**	Bâle	3	6	1	4	6	20
**	Lugano	1	6	3	6	4	20
6	Martigny	4	4	4	6	2	20
7	Monthey	4	2	4	6	4	20
8	Morges	3	5	6	2	4	20
**	Olten	4	5	4	5	2	20
9	Sion	3	5	3	5	4	20
10	Payerne	3	5	6	3.5	2	19.5
11	Montreux	3	5	5	2	4	19
**	Zurich	4	6	1	4	4	19
12	La Tour-de-Peilz	3	5	6	3	2	19
13	Moutier	3	1	5	3.5	6	18.5
14	Neuchâtel	3	6	2	3	4	18
15	Vevey	3	6	6	1	2	18
**	Berne	3	2	1	5	6	17
16	Sierre	4	1	4	5	2	16
**	Bellinzone	1	3	4	6	2	16
17	Bienne	3	5	2	2	4	16
18	Fribourg	3	4	3	4	2	16
19	Le Locle	3	3	4	4	2	16
20	Prilly	3	3	6	2	2	16
21	Peseux	3	1	6	3.5	2	15.5
22	Lausanne	3	5	1	2	4	15
23	Yverdon-les-Bains	3	1	4	3	4	15
24	Carouge	1	6	2	4	2	15
25	La Chaux-de-Fonds	3	2	2	3	4	14
26	Genève	1	6	1	2	4	14
27	Renens	3	2	5	1	2	13
28	Versoix	3	3	3	2	1	12
29	Lancy	1	2	2	3	2	10
30	Onex	1	3	3	1	2	10
31	Thônex	1	1	3	3	1	9
32	Meyrin	1	2	2	1	2	8
33	Vernier	1	1	2	1	2	7

* LISTE DES INDICATEURS RETENUS

Nombre d'instruments de démocratie directe disponibles en 2002 (somme), dépenses pour l'administration générale (en francs par habitant), taille des parlements communaux (pour 1000 habitants), taux de participation aux élections au Conseil national 1971-1999 (%), nombre de partis dans les conseils exécutifs communaux en 2002.

Source: IDHEAP/BADAC (Base de données des villes et des cantons)

PHOTOS JACQUES BÉLAT



DELÉMONT Premier à offrir le droit de vote aux immigrés, le canton du Jura

Delémont, ville engagée et engageante

JURA Symbole de la lutte autonomiste et bastion de la gauche, la capitale du plus récent canton suisse est particulièrement attachée à la chose politique.

Les politiciens du signe de la Balance se font offrir un nouveau mandat, dit l'horoscope de l'hebdomadaire delémontain *Le Régional* du 23 janvier. Apportant ainsi la preuve que, dans la capitale jurassienne, la politique touche vraiment tout le monde.

Dans cette petite ville, qui compte 70 à 80 sièges à repourvoir (tous mandats confondus), rares sont les habitants à qui l'on n'a jamais proposé d'adhérer à un parti. Les élus ne sont donc pas des inconnus, on a été à l'école avec et on les tutoie. Une telle proximité favorise évidemment la participation qui atteint des pourcentages très élevés pour la Suisse romande, mais ce n'est pas la seule raison qui attire les électeurs aux urnes et aux débats: dans le canton du Jura, la politique est un virus historique.

Cette passion a sa fête. Le 23 juin 1974, des milliers de personnes se retrouvaient devant l'Hôtel de Ville pour fêter le plébiscite: les Jurassiens voulaient un Jura «libre» et le disaient haut et fort. Cette date est devenue leur 14 Juillet.

La population s'est battue pour avoir une autonomie politique, elle l'a eue en 1979 et n'est pas près de la lâcher. De là est née une tradition d'implication dans la chose publique unique en Suisse. Delémont est une ville engagée dans un canton engagé. Le mouvement séparatiste en a fait son centre d'action bien avant 1974. Pour le maire et conseiller aux Etats Pierre-Alain Gentil (PS), «la création du canton a eu un effet mobilisateur qui a rendu les gens plus politisés qu'ailleurs». Cet attachement au destin local se traduit selon lui par des taux de participation



parvient à intégrer ses minorités par la politique.

extraordinaires, surtout au niveau communal.

Patricia Cattin, conseillère communale radicale, accorde également une grande importance au combat jurassien dans cet amour pour la chose publique. Elle y lie un esprit d'ouverture: «J'avais 14 ans quand je suis entrée au groupe Bélier et ça m'a donné le goût de la politique. Nous avons créé un canton, ce qui nous a rendus plus "revendicards" et ouverts: mis à l'index, nous avons apprécié ce que c'est de pouvoir participer. C'est peut-être pour ça que nous avons été les premiers à considérer les étrangers comme éligibles.»

INTÉGRATION DES ÉTRANGERS Cette implication forte dans la vie politique et identitaire locale n'est effectivement pas un gage de fermeture au monde: depuis 2000, les étrangers peuvent être élus dans les communes jurassiennes. Dans ce domaine, le jeune canton fait figure de pionnier absolu. Dans le Conseil de ville delémontain, on compte trois élus italiens et un espagnol. Même l'ultra-minoritaire UDC locale admet que cette pratique joue un rôle intégrateur positif.

Cependant, pour Giuseppe Natale, citoyen italien et responsable du groupe Combat socialiste au Conseil de ville, ce n'est pas dans la politique

qu'il faut chercher le premier facteur de participation à la chose publique: «Il y a beaucoup d'associations sportives et culturelles à Delémont, c'est un passage obligé pour s'intégrer.» Patricia Cattin, qui dirige le département Culture, jeunesse et sports, remarque aussi cette tradition: «Je le vois dans mon département: avec 180 sociétés, tous ont des intérêts à défendre.» Pour une population de 12 000 habitants, cela fait plus d'une association par centaine de personnes.

Delémont est également l'une des villes les plus à gauche de Suisse. Si la diversité des partis au sein du Conseil de ville et du Conseil communal est unique en Suisse, il faut admettre que c'est une diversité de gauche. Puisque l'on y trouve le Parti socialiste, le POP, Combat socialiste ou le Parti chrétien-social. Et quand on sait que le PDC jurassien est l'un des plus à gauche de Suisse, il ne reste plus guère que le minuscule Parti radical ou le très indépendant Intérêt delémontain pour faire pencher la balance.

«Nous habitons dans une région qui n'est pas favorisée, les gens ont toujours ce sentiment d'injustice par rapport au reste de la Suisse. Nous ne luttons plus pour l'autonomie, mais nous avons d'autres combats», affirme Rémy Meury, conseiller muni-

cipal popiste. C'est peut-être cet esprit de révolte qui pousse les citoyens à la lutte politique et sociale. La structure économique implique également un syndicalisme fort. Le secteur secondaire est effectivement omniprésent dans le canton. Pour Pierre-Alain Gentil, «une forte syndicalisation implique une forme de politisation».

INTÉRÊT DURABLE? La jeune génération jurassienne n'est cependant pas aussi impliquée que celle de ses parents dans la cause cantonale. On peut donc se demander si cet esprit d'engagement dans la chose politique va perdurer. «Un certain retour à la normale est inévitable, les jeunes de 20 ans sont nés après la création du canton. Pour eux, il fait partie du paysage», déclare Pierre-Alain Gentil. Rémy Meury n'est pas de cet avis. Pour lui, le virus d'origine autonomiste s'est transmis de génération en génération: «Les jeunes Jurassiens s'intéressent de plus en plus à la politique, mais de manière différente. Ils se mobilisent pour toutes sortes de causes, souvent en marge des partis.»

Patricia Cattin, elle aussi, est optimiste: «Les parents ont transmis le goût de se défendre et d'obtenir en lut tant au niveau public. Leur message est: "Si on veut, on peut, mais il faut s'en donner les moyens."» | PA

LES TOPS, LES FLOPS

CES VALAISANNES SI POLITIQUES

Bien plus que les autres, ce classement dépend pour une large part d'indices politiques ou institutionnels déterminés par le droit cantonal, comme la taille du parlement, le nombre de partis à l'exécutif, le nombre d'instruments de démocratie directe (source C2D). Il ne peut donc pas y avoir de différences notables entre villes d'un même canton sur ces aspects, mais seulement d'un canton à l'autre. Cela explique en bonne partie la position peu enviable des villes du canton de Genève qui squattent le bas du classement, pénalisées par leurs parlements et leurs exécutifs de plus petite taille.

Précisons que ce choix découle d'un parti pris: on a valorisé l'ouverture, les grands parlements, ceux qui représentent la plus grande diversité des forces politiques, en partant de l'idée (discutable, il est vrai) qu'ils permettent une meilleure expression de la démocratie. Par ailleurs, le succès global des cités valaisannes comme Martigny, Monthey et Sion s'explique également par leurs scores flatteurs en matière de participation aux élections (un indicateur calculé sur les dix dernières années). Une remarque également valable pour Lugano. |



PASCAL SCIARINI, SYLVIE TRAIMOND ET CHRISTOPHE KOLLER Les têtes pensantes de la BADAC et du palmarès IDHEAP/L'Hebdo.

«Le poids des villes s'accroît»

INTERVIEW Avec 70% de la population suisse installée dans les cités, leur importance politique va se développer, assurent les spécialistes lausannois de l'IDHEAP.

Comment peut-on mesurer la qualité de la vie?

Sylvie Traimond On la détermine par le bien-être personnel, l'environnement naturel et urbain et par le contexte social, économique et politique. Cette notion complexe évolue aussi dans le temps. Les critères qui auraient permis de définir la qualité de la vie dans les années 1970 ne sont certainement pas ceux qui sont utilisés aujourd'hui.

Qu'est-ce qui a changé?

ST Depuis la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en 1992, la Suisse s'est engagée à définir et à mettre en œuvre une politique nationale de développement durable. L'Office fédéral de la statistique, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage et l'Office fédéral du développement territorial ont justement été chargés de mettre au point un système d'indicateurs permettant de mesurer ce développement (projet MONET). Le système reste toutefois embryonnaire et permet rarement de descendre au niveau des villes. A l'heure actuelle, l'essentiel des données disponibles provient des publications statistiques de l'Union des villes suisses.

Connaissez-vous d'autres travaux censés mesurer la qualité de la vie dans les villes romandes?

ST A l'échelle locale, les programmes d'action Agenda 21 local – élaborés

en étroite collaboration avec la population – contribuent à un développement plus durable, plus équilibré. En Suisse, plus de 70 Agendas 21 locaux donnent déjà de nombreux exemples d'action possible*. Les villes prennent conscience que seule une démarche participative peut déboucher sur des actions concrètes et coordonnées permettant d'améliorer la qualité de la vie de leurs habitants.

Un exemple?

ST La Municipalité de Renens participe à un projet relatif au marketing urbain. Elle a envoyé plus de mille questionnaires à ses habitants afin d'évaluer son image et d'être à même de mettre en œuvre des actions concrètes pour améliorer sa situation. L'analyse des résultats sera disponible fin février 2004. La Municipalité de Lausanne, elle aussi, fait preuve d'un grand intérêt pour le développement durable et l'amélioration de la vie dans les quartiers. Le projet Quartiers 21 instaure un partenariat entre la population, les autorités et l'administration.

Ce qui fait l'âme d'une ville, n'est-ce pas une somme d'impressions subjectives, liées à l'architecture, aux petites échoppes et aux terrasses de bistrot? Au fond, peut-on vraiment comparer des villes?

Christophe Koller Oui. Mais ce classement est une première tentative, sans doute perfectible. Les comparaisons sont non seulement possibles mais

nécessaires. Une des fonctions de la statistique est d'ailleurs de mettre en perspective des cas par rapport à d'autres et d'essayer ainsi de mieux comprendre les disparités entre individus. Dans notre cas, il s'agit de mieux situer une ville par rapport à une autre ou un groupe de villes par rapport à un autre. Pour bien comparer, il est toutefois utile de tenir compte de la taille, de la situation géographique, de la culture dominante (qui peut être exprimée ici par la langue majoritaire) tout en tenant compte des règles du jeu en vigueur (c'est-à-dire de la législation dans les cantons, parfois déterminante).

Admettons que l'on puisse comparer, l'exercice a-t-il des limites?

CK Certainement. C'est d'ailleurs le cas pour la plupart des études. Ici, les limites tiennent surtout au manque de données disponibles pour les villes au niveau suisse. C'est un comble si on pense que plus de 70% de la population réside dans les villes. Notre objectif à ce stade était surtout de donner des tendances. Dans une prochaine étape, nous prévoyons une enquête plus fouillée, réalisée en collaboration avec l'Union des villes suisses, prévue dans le courant 2004. Les indicateurs actuellement disponibles en Suisse permettent davantage de mesurer les aspects économiques que les aspects socioculturels ou relatifs à la qualité de la vie.

TOUTE L'INFO SUR LES VILLES

Les indications permettant de comparer les villes étant rares, cela rend d'autant plus précieuse la référence BADAC (Base de données des cantons et des villes suisses). Plus largement, la BADAC est un système d'information qui fournit des renseignements sur le fédéralisme en Suisse, notamment sous l'angle du fonctionnement administratif et des institutions politiques cantonales (depuis 1991) et communales (depuis 1999). Le projet est rattaché à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) à Lausanne et l'équipe responsable réalise des enquêtes régulières et ponctuelles auprès des cantons et des villes du pays. Elle effectuera notamment dans le courant 2004 une nouvelle étude online incluant également les conditions et la qualité de la vie dans les cités helvètes.

La BADAC couvre les activités gouvernementales et législatives, les agents publics, les finances ainsi que d'autres domaines relevant de la compétence des cantons ou des communes (santé, éducation, culture, justice et police, travaux publics, économie régionale etc.). En outre, le système offre un accès à une banque de données publique constamment mise à jour*, fournit des indicateurs statistiques fiables et reconnus, présente des organigrammes et une banque de données de liens.

* www.badac.ch

Il s'agit de corriger le tir et de tenir compte d'autres critères dans l'analyse tels que les aspects liés au climat, à la pollution, à l'offre socioculturelle concrète (cinéma, concerts, crèches) ou encore aux transports (facilité d'accès, prix, etc.), mais aussi à l'accès à d'autres services publics (par exemple, les facilités offertes par le «e-government» et le «e-voting»). Ces données sont généralement disponibles, mais elles sont difficiles à recueillir et pour la plupart payantes.

Auraient-elles changé le classement obtenu?

CK Oui, c'est possible. Nos résultats sont toutefois très similaires à ceux d'autres études. Disons que les indicateurs tenant compte surtout des aspects économiques prêterent davantage les villes latines, moins dynamiques que les villes alémaniques depuis une dizaine d'années. Il y a tout lieu de croire que d'autres indicateurs qui tiendraient compte davantage de l'offre culturelle et sociale dans le classement donnerait une image plus favorable pour les villes romandes.

En quoi ce classement IDHEAP/L'Hebdo se différencie-t-elle d'autres enquêtes similaires (l'agefi, Facts) ?

PASCAL SCIARINI D'abord par le grand nombre de villes prises en compte, puisque nous avons analysé 33 agglomérations romandes.

Ensuite par des partis pris méthodologiques. Jusqu'ici, les dimensions politiques et institutionnelles ont été négligées dans les études sur la «qualité de la vie». Nous pensons pourtant qu'il s'agit d'aspects fondamentaux, que nous souhaitons approfondir dans notre prochaine enquête afin de développer une sorte de «baromètre démocratique» des villes. L'inclusion d'une dimension politique dans le présent classement constitue un premier pas.

Comment les évaluer?

Sur la base des données disponibles, nous avons construit une dimension «participation politique et administration publique» qui nous renseigne sur les possibilités qu'ont les citoyens de s'exprimer politiquement dans leur cité. Une bonne participation des citoyens à la vie publique est selon un grand nombre d'études un facteur puissant d'intégration sociale. Nous mettons ainsi l'accent sur ce que l'on pourrait appeler «l'ouverture démocratique» d'une cité, tout en étant conscients que cette ouverture a éventuellement un coût, en particulier en termes d'efficacité de l'action communale.

Pourquoi évaluer l'appareil bureaucratique des villes?

Son développement est certainement un indicateur des ressources d'une cité, mais nous ne pouvons pas être certains que la présence d'une forte administration améliore nécessairement la vie des citoyens. Puisque le rôle de l'administration est de délivrer des prestations publiques et d'assurer une fonction redistributive, on peut tout de même faire l'hypothèse que la chance du citoyen d'accéder à des prestations publiques, voire d'être soutenu en cas de nécessité, est plus grande dans une ville disposant de davantage de ressources administratives. Par exemple Genève et Bâle-Ville sont aussi les villes qui délivrent les prestations sociales les plus généreuses.

Le détail de cette enquête IDHEAP/L'Hebdo montre que la vie est plus facile en Suisse alémanique et au Tessin qu'en Suisse romande. Cela vous surprend?

CK Non, depuis une dizaine d'années les villes alémaniques sont plus attractives, surtout pour des raisons économiques mais aussi par une politique plus respectueuse de l'environnement.

Selon le classement, même une ville industrielle comme Olten s'en sort beaucoup mieux que ses consœurs de l'arc jurassien. Les Romands semblent s'être endormis après le vote négatif sur l'EEE en 1992. Pour le Tessin, il faut surtout souligner le bon classement de Lugano sur le plan socioculturel (7°) alors que Bellinzone se trouve pratiquement toujours en milieu de classement.

Autre élément à apprécier: les grandes villes comme Genève et Lausanne se retrouvent plutôt en bas des classements. Une explication à cela?

CK On reconnaît généralement une meilleure qualité de la vie dans les petites villes et les campagnes, en particulier pour les familles avec enfants. Et Genève et Lausanne sont parmi les villes de Suisse ayant le moins bien résolu les problèmes de trafic automobile au cours de ces deux dernières décennies. Il y a certainement là une explication. A Genève et Lausanne, la concentration de la population est particulièrement élevée et les zones de détente limitées (frontière physique – avec la France ou avec le lac – et mentale – Lausanne versus Gros-de-Vaud; Genève versus Haute-Savoie). D'autre part, la Cité de Calvin a une image de ville des affaires ayant quelque peu délaissé les intérêts des jeunes et peu encline aux joutes festives. Pour Lausanne, le mauvais score s'explique surtout par le manque de dynamisme économique.

Au fond, pour quelles raisons s'intéresser aux villes?

PS Depuis un certain temps, les villes revendiquent un poids politique plus grand dans l'édifice fédéral, un poids politique qui soit plus conforme à leur importance économique et sociale. L'adoption du nouvel article 50 de la Constitution, qui reconnaît explicitement leur situation particulière, a donné un nouvel élan à leurs revendications. Et commence à déployer certains effets. Il en va de même du projet de nouvelle péréquation financière entre Confédération et cantons. L'importance politique grandissante des villes constitue une raison supplémentaire de s'y intéresser. Ce classement de la qualité de vie dans les villes constitue un premier exercice dans ce sens. |

PROPOS RECUEILLIS PAR JR

*Voir sous: www.agenda21local.ch